



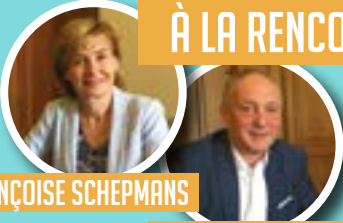
# libre<sup>2</sup>

bpost  
PB-PP  
BELGIE(N) - BELGIQUE

  
N°10

LE MAGAZINE DE LA FÉDÉRATION DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE LIBÉRALES

À LA RENCONTRE DE



FRANÇOISE SCHEPMANS

PIERRE TEMPELHOF

NOS OJ & LEURS PROJETS

ZOOM SUR L'OEJAJ

FOCUS SUR LA FEL

INTÉGRER LE NUMÉRIQUE AUX OJ

# L'ÉDITO

## DU PRÉSIDENT



Chère amie, Cher ami,

Depuis plusieurs années, la révolution numérique est en marche. Cette ère nouvelle continue de profondément marquer et transformer notre vie privée et professionnelle, mais aussi le monde politique, économique, scientifique, sportif et de l'information. Bien entendu, le secteur des Organisations de Jeunesse (OJ) n'échappe pas à cette mutation. La jeunesse est au centre de ce processus qui la touchera davantage encore tout au long des prochaines années.

Aussi, la rubrique « Savez-vous que... » de ce numéro sera consacrée à l'intégration du numérique dans les OJ, avec une question en filigrane : « Comment ces dernières peuvent-elles former au mieux des Citoyens Responsables Actifs Critiques et Solidaires (CRACS) grâce aux outils numériques ? »

La Fédération des Étudiants Libéraux (FEL) a, elle aussi, intégré le numérique dans ses outils de fonctionnement. Notre « Focus » est consacré à cette organisation fondée il y a près de 180 ans, pour qui défendre la liberté, le progrès, l'humanisme et la démocratie, constitue un défi permanent.

L'actualité est aussi marquée par le manque de place dans les écoles secondaires bruxelloises. L'équipe de Jeunes & Libres est allée « à la rencontre de » Françoise Schepmans, Députée fédérale et Bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean, et Pierre Tempelhof, Echevin de l'Enseignement de Berchem-Sainte-Agathe et Détaché Pédagogique des Jeunes Mutualistes Libéraux, afin de découvrir les deux nouvelles écoles à pédagogie active qu'ils viennent de créer.

Nous vous ferons également découvrir le travail de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse (OEJA), ainsi que le voyage humanitaire en Inde de Laurent, étudiant à l'ICHEC.

Enfin, je profite de ce message pour remercier Jonathan pour le travail accompli et souhaiter la bienvenue à Adrien, notre nouveau Chargé de communication.

Au nom de toute l'équipe de Jeunes & Libres, je vous remercie pour votre fidélité et vous souhaite une excellente lecture de ce 10<sup>e</sup> numéro du *Libre*².

À très bientôt,

Gautier Calomne  
Président

QUAND L'INFORMATION DEVIENT BON MARCHÉ,  
L'ATTENTION DEVIENT CHÈRE

James Gleick

# SOMMAIRE

JEUNES & LIBRES .....	3
Les news	
Savez-vous que... Intégrer le numérique aux OJ	
À la rencontre de F. Schepmans & P. Tempelhof	
Focus sur... La FEL	
Zoom sur... L'OEJA	
Carte blanche de Laurent Costas	
LA BESACE .....	13
Handistand	
DÉLIPRO JEUNESSE .....	14
Lancement du concours : « Si j'étais un héros »	
FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS LIBÉRAUX .....	15
La FEL fait son Pacte	
JEUNES MUTUALISTES LIBÉRAUX .....	16
Vacances « Répit-Famille »	
JEUNES MR .....	17
Mesures de bonne gouvernance en Wallonie	
REFORM .....	18
Street g'Art	
SIDA'SOS .....	19
Voyage d'échange au Québec	

## CONTACTER L'ÉQUIPE DE JEUNES & LIBRES

Gautier Calomne - *Président* - info@jeunesetlibres.be  
 Benjamin Cocriamont - *Coordinateur* - benjamin@jeunesetlibres.be  
 Adrien Pauly - *Chargé de communication* - adrien@jeunesetlibres.be  
 Renaud Fleusus - *Détaché pédagogique* - renaud@jeunesetlibres.be  
 Pauline Bettonville - *Infographiste* - pauline@jeunesetlibres.be

## RETROUVEZ-NOUS SUR FACEBOOK & LINKEDIN

facebook.com/jeunesetlibres  
 linkedin.com/company/jeunes-&-libres-asbl  
 YouTube Jeunes & Libres

Jeunes & Libres asbl est une Fédération d'Organisations de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles



# LES NEWS



# NEWS DU SECTEUR

Ce mois de mai a vu l'arrivée d'un nouveau Chargé de Communication au sein de Jeunes & Libres. Adrien Pauly a pris la relève de Jonathan parti poursuivre de nouveaux défis professionnels. Merci à lui pour son investissement au sein de notre fédération et bienvenue à Adrien !

Ces trois derniers mois ont vu également se lancer notre cycle de formations consacré à l'évaluation mis sur pied par notre détaché pédagogique. Celles-ci se déclinent en deux volets, à la fois théorique et pratique.

Le 13 mars, les *Responsible Young Drivers* se sont affiliés auprès de notre fédération.

Le 15 mars Jeunes & Libres a également pu accueillir une formation donnée par la Fesoj sur la réforme du Fonds 4S. Cette réforme a pour objectif d'offrir la possibilité à l'ensemble du non-marchand, quelque soit la taille de l'association, de construire un plan de formation continue pour les travailleurs.

Enfin, le 1<sup>er</sup> mai a été une nouvelle fois un succès durant lequel notre Village des Enfants a accueilli plus de 150 jeunes. De plus, notre stand cheesebox en partenariat avec la FEL et les Jeunes MR a de nouveau permis au public d'emporter avec lui de nombreux souvenirs de cette Fête du travail. Encore merci à tous les animateurs et bénévoles qui ont permis le succès de cette journée.

Dans notre dernier numéro, nous tirons le bilan à mi-mandat de la Ministre de la Jeunesse où nous évoquons les moyens financiers supplémentaires qui devaient être dégagés par la Ministre. Les renouvellements d'agrèments ont permis de dégager de nouveaux moyens financiers importants. Ceux-ci permettront au secteur de développer en profondeur ses missions de formation de CRACS.

La CCOJ a repris son travail et a notamment validé son Rapport annuel d'activités 2016. Une première depuis 2013. Celui-ci revient sur les nombreux projets menés en 2016 et devrait parvenir à chaque OJ par courrier. Il sera important que la CCOJ mette à profit le temps à disposition pour réfléchir à une amélioration de ses procédures internes dans le cadre des renouvellements d'agrèments.

L'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse vient de terminer l'évaluation du Décret du 26 octobre 2009. De nombreuses OJ y ont pris part via le questionnaire en ligne et les *focus group*. Nous abordons plus en détails ce point dans notre « Zoom sur » consacré à l'Observatoire. Une réflexion doit maintenant s'amorcer entre tous les partenaires du secteur afin de réfléchir à ce qui peut être modifié, amélioré voire clarifié dans ce décret.

# LES RYD WALLONIE-BRUXELLES



Sous la forme d'une fondation depuis leur création en 1989, les *Responsible Young Drivers* (RYD) ont connu un changement important ces dernières années avec la création de deux ASBL distinctes : *Responsible Young Drivers Vlaanderen* en 2013 et RYD Wallonie-Bruxelles en 2014.

Au départ, la finalité des RYD se cantonnait à la sensibilisation des conducteurs de voiture. Aujourd'hui, ils sensibilisent les jeunes par les jeunes (17 à 29 ans) à la sécurité routière - tout usager de la route confondu - et à la mobilité en Fédération Wallonie-Bruxelles.

## ACTIVITÉS

En 28 ans, les RYD ont développé de nombreuses activités de sensibilisation : Formapack dans des écoles, Ethylotests à la sortie des lieux de fêtes, Rapatriement du Nouvel An, Nuit Européenne Sans Accident, etc.

Durant ces activités, les RYD ne sont jamais moralisateurs ou jugeants. Au contraire, les quelque 300 volontaires privilégient toujours le dialogue et le partage d'expérience. L'objectif de ces activités est d'outiller le jeune afin qu'il puisse être un usager responsable mais surtout pour l'inciter à réfléchir et à critiquer la réalité qui l'entoure afin qu'il puisse agir dessus.





SAVEZ-VOUS QUE...

# INTÉGRER LE NUMÉRIQUE

## AUX ORGANISATIONS DE JEUNESSE ?

**Que ce soit pour échanger, communiquer, consommer ou même se déplacer, le numérique fait désormais partie intégrante de nos vies. Le secteur des Organisations de Jeunesse n'échappe pas à la règle. Nombre d'OJ ont assimilé les réseaux sociaux à leur mode de fonctionnement et ont compris l'importance d'utiliser ce canal comme moyen de communication. Il est maintenant temps de se demander comment celles-ci peuvent amorcer un virage numérique total afin d'intégrer pleinement les possibilités offertes par ce changement de paradigme à la formation de CRACS.**

Le temps du questionnement manichéen sur la dangerosité ou l'utilité de ces nouvelles technologies est révolu. Ces dernières sont présentes et il convient de se demander comment se saisir des fantastiques opportunités qu'elles offrent. À l'heure actuelle, l'enjeu repose sur la manière dont nous allons nous saisir de ces opportunités. Il nous faut donc anticiper et penser demain. N'est-ce pas là le fondement même des OJ ?

Ce développement technologique est une opportunité de et pour la jeunesse. L'intégrer marque une confiance dans l'avenir et les générations futures. La société dans son ensemble travaille déjà à intégrer le numérique à son mode de fonctionnement, pourquoi les Organisations de Jeunesse échapperaient-elles à ce questionnement ? La société est en train de muter vers une intégration pleine et totale du numérique dans ses pratiques et les OJ, ayant pour finalité de former des CRACS, ne peuvent fonctionner en vase clos et ignorer ce phénomène. Il est essentiel que l'ensemble de notre secteur travaille à intégrer de manière réfléchie le numérique à ses pratiques.

Pourquoi ne pas s'inspirer de l'économie de partage et intégrer certains de ses concepts aux pratiques des OJ ? Cette économie de partage s'inscrit dans le cadre de l'économie collaborative qui doit se comprendre comme la mise en commun et le partage de biens grâce au numérique. Elle a une connotation altruiste tout en axant son action sur la notion de bien commun et de convivialité. Pourquoi ne pas imaginer une plateforme sur laquelle les OJ pourraient proposer des biens et services à mutualiser ? Que ce soit des biens immobiliers qui répondraient par exemple à la demande des mouvements de jeunesse pour l'organisation de leurs camps, du matériel, des moyens humains ou des connaissances, les OJ pourraient ainsi proposer leurs services de manière collaborative aux autres acteurs du secteur. Cela renforcerait les liens sociaux entre les OJ mais permettraient également les échanges et le partage entre les OJ de manière horizontale. Bien évidemment, il n'est en aucun cas souhaitable de tomber dans une ubérisation des Organisations de Jeunesse qui provoquerait une compétition inadéquate à notre secteur.

De même, le secteur non-marchand doit pouvoir bénéficier des possibilités offertes par le numérique. Il s'agit d'un secteur professionnel comme un autre et refuser de travailler à l'intégration pleine du numérique et des possibilités économiques qui en découlent, par posture dogmatique, serait une vision totalement conservatrice de la société. Composé d'environ 525.000 travailleurs, le secteur non-marchand, comme les autres secteurs d'activité, a commencé à prendre conscience de l'impact des nouvelles formes de travail engendrées par les bouleversements technologiques, avec par exemple le télétravail. Nous ne pouvons que l'encourager à poursuivre cette révolution.

De même, si l'ensemble des composantes du Secteur Jeunesse intégrait le numérique dans ses pratiques, nul doute que plusieurs apports seraient bénéfiques. Ainsi, d'un point de vue administratif, cela permettrait sans aucun doute une meilleure gestion de bases de données et pourrait faciliter grandement le travail administratif du secteur.

Pour les OJ comme pour les jeunes, le numérique pourrait également permettre de faire remonter directement des préoccupations de terrain auprès des responsables politiques de manière plus efficace qu'un mode de fonctionnement par commissions.

On le voit, internet est devenu un lieu où s'exprime la démocratie et le débat citoyen. Il a déjà permis aux citoyens de réinvestir la sphère publique et politique mais a également offert un nouvel endroit où débattre et se former. Il est donc possible de travailler la citoyenneté grâce au numérique. Cela ferait totalement écho auprès de la jeunesse qui a déjà intégré le numérique dans ses pratiques quotidiennes. Il appartient maintenant aux jeunes de pouvoir mobiliser habilement ces outils pour exprimer pleinement leur citoyenneté. N'ayons pas peur de voir le numérique comme un espace où la CRACS Attitude peut se développer et éventuellement former de nouveaux jeunes à la citoyenneté du XXI<sup>e</sup> siècle.

Il convient donc d'ouvrir le champ des possibles offert par le numérique afin de permettre aux Organisations de Jeunesse de développer et d'amplifier leurs actions au sein de la société. Saisissons-nous des opportunités naissantes pour aborder avec un regard neuf nos missions de formation de CRACS.

*Benjamin Cocriamont*



**LA BELGIQUE OCCUPE LA 6<sup>ÈME</sup> PLACE DU CLASSEMENT NUMÉRIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE. NOTRE PAYS RECULE AINSI D'UNE PLACE PAR RAPPORT À L'ANNÉE PASSÉE.**

# À LA RENCONTRE DE PIERRE TEMPELHOF



Pierre Tempelhof, Échevin de l'Enseignement à Berchem-Sainte-Agathe, est aussi enseignant de formation et a travaillé plus de 30 ans dans des écoles à Bruxelles. Actuellement, il occupe le poste de président du nouveau Pouvoir Organisateur Pluriel (POP) mais il est aussi détaché pédagogique au sein d'une Organisation de Jeunesse, les Jeunes Mutualistes Libéraux.

*Quelles ont été vos motivations à entrer dans ce projet ?*

Mes motivations sont multiples. D'abord, en tant que berchemois, je me suis aperçu qu'il manquait dans ma commune de la place pour accueillir des élèves du secondaire. En effet, Berchem n'a jamais eu d'école secondaire. Jusqu'il y a quelques années, cela n'était absolument pas un problème car Berchem n'est pas une très grosse commune et se rend dans les communes voisines dotées d'écoles secondaires comme Ganshoren, Jette ou Koekelberg n'était pas un problème. Mais, actuellement, vu le manque de places, il était indispensable de créer des places supplémentaires pour accueillir l'ensemble des

nouveaux élèves de Berchem et des communes avoisinantes.

*Comment va fonctionner cette nouvelle école et ce nouveau pouvoir organisateur ?*

Ce nouveau Pouvoir Organisateur est une structure unique que nous venons de créer. Elle est composée de 5 partenaires. Il y a les 2 communes de Molenbeek-Saint-Jean et Berchem-Sainte-Agathe ; ainsi que l'ASBL « L'école ensemble » porteuse du projet pédagogique ; l'Université Libre de Bruxelles et la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ce montage hybride permet de devenir une école non pas privée mais une école du réseau officiel subventionné en adhérent au CPEONS. Ce statut offre aux enfants une école tout à fait gratuite, comme les autres de ce réseau, mais la nôtre offre en plus une pédagogie active. Ce type de pédagogie se retrouve presque uniquement dans des réseaux privés sauf une ou deux écoles de la Ville de Bruxelles.

*Au regard de ce POP, avez-vous fait le choix de privilégier les référentiels de la CFWB ou en avez-vous construit un à la croisée de ces différents PO ? Qu'en est-il de la validité des CESS au sein de votre établissement ?*

Nous avons adopté les référentiels de notre réseau, celui du CPEONS. À l'heure actuelle, ce réseau n'a pas encore d'école à pédagogie active. Nous allons, donc, créer de nouveaux référentiels que l'on soumettra à la fois à notre réseau et à celui de la FWB. Ces référentiels seront créés au fur et à mesure de la création des nouvelles années. Cela nous permettra d'avoir un programme tout à fait adapté à notre pédagogie. Les élèves sortants de nos écoles auront un diplôme équivalent à un enfant sortant de l'enseignement officiel. Nous allons ouvrir deux écoles qui seront tout à fait autonomes en termes de gestion mais elles seront jumelles sur le plan pédagogique.

*La mixité sociale envisagée par l'école est-elle facilement atteignable dans le quart Nord-Ouest de Bruxelles ? Cela est-il facilité par le décret « Inscriptions » ?*

Le Décret Inscriptions ne la favorise pas. Tant qu'il n'y aura pas un nombre de places équivalant au nombre d'enfants en âge de rentrer en secondaire, ce Décret ne permettra pas aux parents de choisir vraiment une école car ceux-ci la choisissent en fonction de différents coefficients dont la proximité par exemple. Créer une école avec une mixité sociale est possible à la condition que le quartier où s'implante l'école soit lui-même mixte socialement. Notre objectif est de mettre en avant notre école par son projet et non pas, uniquement, pour une question de proximité. Pour que ce Décret Inscription soit vraiment efficace, il faut qu'il y ait encore plus de places ouvertes permettant aux parents de passer au-delà des barrières liées aux coefficients numériques dont la distance entre les écoles et leur domicile.

*Envisagez-vous un partenariat plus important entre les OJ et les écoles ? Par exemple, certaines OJ offrent des aides aux devoirs. Comment comptez-vous les intégrer ?*

Au niveau de l'organisation de l'aide aux devoirs et de la remédiation, nous avons décidé de les intégrer dans nos grilles horaires. Cet aspect sera à la charge de nos enseignants. Par contre, nous avons l'intention de travailler avec le monde extérieur car nous voulons une école ouverte sur la vie et la réalité. Donc, nous avons déjà un projet citoyen, actuellement à l'étude, impliquant une Organisation de Jeunesse. Pour l'école des devoirs, ce sera plutôt des actions supplémentaires pouvant être mises en place pour nos élèves.

*Comment intégrez-vous la transition numérique dans vos écoles ?*

Le tableau numérique est avant tout un outil, ce n'est qu'un tableau noir mis au goût du jour. Il y aura aussi des tablettes, des ordinateurs, mais le matériel n'est pas le plus important. Le plus important, c'est l'approche. Le numérique est un outil du quotidien et nous voulons apprendre aux jeunes à bien l'utiliser en étant des citoyens responsables. Il faut pouvoir être critique avec l'information sur le net, mais aussi être capable de la chercher. C'est à cela que nous voulons

arriver. Et c'est encore plus important dans une pédagogie active, car c'est l'élève qui doit chercher l'information à l'extérieur pour construire son apprentissage. Nous savons pertinemment que ce n'est plus l'encyclopédie à côté de la cheminée qui est utilisée mais bien l'ordinateur.

*Au vu de la refonte de l'enseignement par le Pacte d'Excellence, comment votre nouveau PO va-t-il s'articuler autour de celui-ci ?*

Le PE, on en est qu'au début, on en trace les grandes lignes. Il n'y a encore rien de véritablement concret. À la lecture du PE, je me réjouis de voir qu'avec les moyens qui vont être mis à disposition de l'enseignement, on va pouvoir construire une formation de base des enseignants de meilleure qualité. On espère ainsi que les enseignants vont arriver à mieux former les élèves et arriver plus expérimentés dans nos écoles. Un gros effort va être mis aussi sur le fondamental, car celui-ci donne un meilleur bagage aux élèves dans les années du maternel et du primaire. Évidemment,

nous espérons que les élèves que nous recevons dans 6 à 7 ans seront mieux formés et prêts à aller plus loin dans l'apprentissage sans devoir faire des rappels dans les matières essentielles. Une autre mesure est le tronc commun. Cela implique la création d'une unité d'apprentissage commune jusqu'en 3<sup>e</sup> secondaire. Dans notre établissement, nous devons peut-être alors repenser son fonctionnement car il y aura une forme de césure entre la 3<sup>e</sup> et la 4<sup>e</sup> secondaire. En plus, il faudra créer des accords avec des écoles du fondamental pour créer ce tronc commun. Nous ne pouvons pas établir un tronc commun avec une école fondamentale à pédagogie classique. Cela n'aurait pas de sens. Je me pose, à titre personnel, des questions au sujet de l'enseignement qualifiant. Dans notre établissement, la question ne se pose pas car nous ne développons que de l'enseignement général. Mais que va-t-on faire des enfants qui désirent apprendre des choses plus manuelles ? Nous espérons toujours pouvoir les contenter.

*Vu le boom démographique à Bruxelles, afin de garantir des places en suffisance, serait-il intéressant de développer un partenariat privé/public ?*

Clairement. Si nous sommes arrivés à cette solution, c'est parce que l'on sait bien que d'ici quelques années, il va manquer 20 000 places dans les écoles secondaires à Bruxelles. Nous nous sommes mis autour de la table pour trouver des solutions. Ici, avec l'ouverture de ces deux écoles via ce montage hybride, nous allons arriver à créer 1400 places. De plus, un décret cadre a été voté pour pouvoir créer ce pouvoir organisateur. Dès lors, ce décret peut être réutilisé par d'autres acteurs pour ouvrir de nouvelles écoles.

*Propos recueillis par Renaud Fleusus*

Retrouvez l'intégralité de l'interview au sujet du POP sur notre site : [www.junesetlibres.be](http://www.junesetlibres.be)



## À LA RENCONTRE DE FRANÇOISE SCHEPMANS



Françoise Schepmans est Députée-Bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean.

*Quelles ont été vos motivations à rentrer dans ce projet ?*

Il faut savoir que Molenbeek se trouve dans le quart Nord-Ouest de Bruxelles comme Berchem-Sainte-Agathe, Jette, Ganshoren et Koekelberg. Nous connaissons depuis des années un boom démographique important et il y a de plus en plus de jeunes dans nos communes. Leur offrir un enseignement de qualité est donc une priorité. La commune a concentré ses efforts pendant longtemps sur les enseignements maternel et primaire avec des nouvelles écoles et/ou des extensions. La question de l'enseignement secondaire est une véritable difficulté car les écoles situées sur notre territoire sont des écoles n'offrant pas suffisamment de possibilités pour accéder à l'enseignement supérieur. Donc, à l'initiative de Pierre Tempelhof, Échevin de l'Instruction publique à Berchem, nous avons investigué pour trouver des bâtiments pouvant accueillir de nouvelles écoles d'enseignement secondaire. Les deux écoles que nous allons

inaugurer sont des établissements mettant en place une pédagogie active permettant véritablement aux jeunes de poursuivre un cursus scolaire qui leur ouvrira beaucoup d'horizons. Au travers de ce projet, nous voulons aussi que ces élèves deviennent des citoyens épanouis et formés.

*Avec le boom démographique à Bruxelles, serait-il intéressant de développer un partenariat privé/public afin de garantir des places en suffisance ?*

On sait que, actuellement, les communes et les pouvoirs publics rencontrent de plus en plus de difficultés financières et que l'éducation est véritablement une mission essentielle. Il faut envisager des partenariats privés/publics, notamment dans la construction de nouvelles écoles. Évidemment il faut rester extrêmement vigilant et s'assurer de la qualité de l'enseignement qui est donné. Il faut des professeurs qui soient engagés et motivés. C'est d'ailleurs l'ossature même des nouveaux projets que nous voulons développer dans le Nord-Ouest de Bruxelles.

# F [ ] CUS sur



## PRÉSENTATION DE L'OJ

L'asbl FEL, de son nom complet « Fédération des Étudiants Libéraux », telle que nous la connaissons aujourd'hui, a été créée en 1974 suite à la régionalisation de la Belgique. Au départ, les étudiants libéraux formaient un groupement étudiant très important lors de sa fondation à l'ULB en 1836. Celui-ci s'est étendu à l'Université de Liège en 1895. Suite à la régionalisation, ce groupement se divisera entre une partie francophone et une partie néerlandophone, donnant naissance à la FEL actuelle avec ses sections locales.

La mission principale, et qui tient le plus à cœur à la FEL, est de propager les valeurs suivantes : liberté, progrès, humanisme et démocratie. Ces valeurs sont abordées dans une optique libérale tant sur les plans politique, économique que culturel. La FEL, c'est aussi promouvoir l'épanouissement de l'individu dans notre société et ceci, sans distinction de sexe, d'origine économique, ethnique, culturelle ou religieuse.

La FEL est présente sur les différentes zones de la FWB au travers de ses différents cercles étudiants. À Bruxelles, elle en compte 3, à savoir le CEL ULB, le CEL Saint-Louis et le CEL ICHEC. En Région wallonne, nous retrouvons des cercles étudiants de la FEL sur les campus de Liège avec la FELU (Fédération des Étudiants Libéraux Unis), de Namur, de Louvain-La-Neuve et de Mons.

■ **Cheval de bataille** : la défense des étudiants, sans être pour autant un syndicat étudiant, et propager une vision libérale de l'enseignement.

■ **Thèmes prioritaires** : Nous plaidons pour l'instauration d'un examen d'entrée pour les études de médecine et de médecine vétérinaire dans le but de réguler le nombre d'étudiants dans les amphithéâtres et donc, la problématique des numéros INAMI. Nous pouvons mentionner la défense de l'instauration d'un service minimum auprès des transports en commun. Pour finir, nous défendons un élargissement des critères pour les bourses afin d'en faire davantage profiter la classe moyenne.

■ **Public cible** : Les étudiants inscrits en Haute École ou à l'Université et ce, jusqu'à 35 ans.

■ **Quel est son petit +** : La FEL est totalement libre sur les positions qu'elle défend. Elle n'est rattachée à aucun parti politique et n'a pas le statut d'ORC (syndicat étudiant) comme la FEF et l'UNECOF.

## ACTIVITÉS

L'asbl organise des activités aux niveaux national et locale. Au niveau national, elle met sur pied deux fois par an une campagne. Le rôle des campagnes est de permettre aux étudiants de produire des positions sur un sujet d'actualité, celui-ci est défini en bureau politique. Le contenu de ces campagnes est élaboré au cours de mises au vert durant lesquelles des étudiants de la FEL se réunissent pour échanger leurs idées et construire leurs positions. Ensuite, nous pouvons également mentionner le congrès national. Celui-ci a pour objectif d'outiller les étudiants afin qu'ils puissent se positionner sur une question d'actualité comme



lors de la dernière conférence portant à la fois sur les grands traités économiques dont le TTIP et à la fois sur la question du revenu universel. De plus, en filigrane, tout au long de l'année, les étudiants s'expriment sur des sujets qui leur tiennent à cœur dans le magazine de la FEL, *Libertines*.

## RENCONTRE AVEC OLIVIER SCHMETZ, COORDINATEUR DE LA FEL

*Peux-tu me décrire en quelques mots les contours de la fonction de coordinateur au sein de FEL ?*

C'est un rôle assez diversifié et c'est, d'ailleurs, ce qui en fait la beauté. Cela fait un an que je suis à la FEL et je constate qu'il n'y a pratiquement jamais de routine. D'un côté, il y a toutes les tâches d'ordre administratif avec le plan quadriennal, le suivi administratif et la comptabilité car on est subsidié par la FWB. De l'autre, il y a le rôle de coordinateur où il faut gérer l'ensemble de la fédération et ses sections locales indépendamment les unes des autres mais aussi développer des ponts entre ces différents niveaux d'organisation. Au niveau national, mon rôle est de coordonner la mise en place du congrès, des campagnes, des différentes activités comme la visite du Parlement Européen à Strasbourg mais aussi de gérer la production de notre magazine, le *Libertines*. Il y a aussi une facette politique, où il faut prendre position, après consultation du Bureau Politique, sur des thématiques liées à l'actualité estudiantine. Dans le rôle de coordinateur, il ne faut pas oublier l'aspect GRH où il faut gérer l'équipe de travailleurs. J'envisage ma position de coordinateur comme un point de relais entre les différents pôles constituant la FEL.

*Pourquoi t'es-tu investi au sein de FEL ?*

Je me suis investi au sein de la FEL car j'ai toujours été intéressé par les domaines touchant à la politique. J'ai, d'ailleurs, fait des études en sciences politiques. Avant d'arriver à la FEL, j'ai été attaché parlementaire pour une députée wallonne, suite à cela j'ai encore plus pris goût au monde politique. J'ai été intéressé par la FEL car, dans ce poste, il y a une possibilité de diversification des tâches

et de renouveau. Étant jeune, je me sens encore concerné par le monde étudiant. Certains de mes amis sont toujours aux études et lors de mes études, j'étais moi-même investi dans un cercle étudiant. C'est un domaine que j'affectionne particulièrement parce que l'enseignement est une politique primordiale dans toute société développée et défendre de tels intérêts est gratifiant.

*Quelles sont les difficultés auxquelles ton OJ est confrontée au quotidien ?*

La difficulté est cet aspect étudiant au sens de son caractère éphémère. Un étudiant est au grand maximum investi pour 5 ans. Maintenant, nous le savons, un étudiant s'investira plutôt 2 ou 3 ans car la première année d'études, l'étudiant ne va pas se consacrer à un cercle et lorsqu'il arrive en master, il sera souvent occupé par des stages à l'étranger ou un Erasmus. C'est donc avec ce renouvellement perpétuel que l'on peut se retrouver d'une année à l'autre avec une section active ou non. Et même au niveau national, le CA au complet doit se faire élire chaque année et cela entraîne donc un roulement important et donc une forme d'instabilité.

*Quel est le principal atout de FEL pour former des Jeunes CRACS ?*

À la FEL, les jeunes sont vraiment investis au sein de celle-ci, au travers de la campagne par exemple. La thématique de la campagne est choisie par les étudiants, par la suite ils sélectionnent les points à aborder dans ce thème. Enfin, ils produisent leurs textes et donc leurs positions. Sur les textes produits, le staff annoté, propose des modifications et donc cela demande aux jeunes de réfléchir sur leur manière de rédiger tant sur la forme que sur le fond. Ils deviennent actifs par le moyen de s'impliquer dans la campagne. Ils vont être critiques par rapport à ce qu'il se fait et ils vont proposer des pistes, des solutions.

*Quels sont les principaux défis qui attendent FEL dans le futur ?*

Évidemment, nous avons la volonté de défendre et propager les idéaux libéraux. Nous espérons

aussi que certains acquis sociétaux d'aujourd'hui ne deviendront pas des défis de demain comme les droits des LGBTQI, le droit des femmes. En tout cas, même si ce sont des acquis, cela reste un point d'attention à avoir au quotidien au vu de l'actualité. Les défis se situeront au niveau de la défense des droits et devoirs des étudiants. Nous remarquons que le paysage du supérieur a été fortement modifié ces dernières années et on est actuellement dans la continuité de ces modifications. C'est dans cette thématique que se situeront les défis à relever dans le futur.

*Propos recueillis par Renaud Fleusius*



AVENUE DE LA TOISON D'OR 84,  
1060 BRUXELLES  
T. : (02) 500 50 55  
INFO@ETUDIANTSLIBERAUX.BE





## MISSIONS

L'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse est un service d'appui à la décision publique et d'expertise en matière d'enfance et de jeunesse. Il est également chargé d'accompagner la mise en œuvre du Plan Droits de l'Enfant en Fédération Wallonie-Bruxelles et en Région wallonne.

Pour concrétiser ces missions, l'OEJAJ mène notamment différentes recherches grâce à un budget qui lui est alloué annuellement. Lors des enquêtes, la parole est souvent donnée aux enfants et aux jeunes afin de porter leurs voix mais certaines recherches donnent également le point de vue des professionnels de terrain. L'OEJAJ réalise également des publications *child friendly*, c'est-à-dire adaptées aux enfants.

L'Observatoire a par ailleurs une mission d'évaluation des politiques publiques via l'évaluation de différents décrets (Organisations de Jeunesse, Centres de Jeunes, Écoles des Devoirs, Accueil Temps Libre, Conseil de la Jeunesse,...). L'idée est que les évaluations puissent mener à des pistes de réflexion pour améliorer l'existant.



## COMPOSITION

L'OEJAJ est un service transversal qui dépend du Secrétariat général de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il est actuellement composé de quatre chargées de recherche, de deux personnes assurant le support administratif et d'une directrice de recherche-coordinatrice.

Le nombre de chercheuses étant actuellement trop limité pour remplir l'ensemble des missions de l'OEJAJ, un recrutement supplémentaire est espéré. Les profils présents au sein de la structure sont essentiellement des profils avec une expérience significative en matière de recherche. On retrouve ainsi des diplômées en sciences politiques, des sociologues ou encore des démographes, chacun amenant son expertise et ses champs de compétences.

L'OEJAJ dispose d'un comité d'accompagnement composé des représentant(e)s des cabinets, de l'administration mais également d'acteurs de terrain. Le comité d'accompagnement se réunit une fois par an et donne ses remarques et analyses sur les productions de l'OEJAJ. Il joue en quelque sorte le rôle de Conseil d'Administration.



## FONCTIONNEMENT

Le travail de recherche se fait en équipe et il convient de distinguer les études menées en interne et celles menées avec des acteurs externes. Un programme de recherche est établi sur l'année et l'Observatoire dispose d'une liberté d'action pour entreprendre les recherches sur les thèmes qu'il estime importants et sur lesquels des décisions politiques devraient être prises. De même, il y a une véritable indépendance dans la façon dont l'Observatoire mène ses recherches. L'Observatoire privilégie les sujets transversaux à plusieurs secteurs (comme par exemple les affiliations des jeunes) mais certaines recherches sont plus ciblées (comme par exemple une recherche sur l'éducation à la citoyenneté à l'école). La volonté est d'atteindre l'équilibre des recherches entre les différents secteurs sur une période pluriannuelle.

L'Observatoire peut également répondre à des demandes externes comme par exemple de l'ONE, qui est membre de son comité d'accompagnement. Il met donc aussi en place des recherches en fonction de ces demandes. Il faut ainsi composer entre les projets que l'OEJAJ veut impulser, les demandes extérieures et les obligations décrétales.

Lors d'une recherche, un état de la question et une revue de la littérature sont d'abord réalisés. Lorsque l'objet de la recherche est clairement défini, un cahier des charges est établi. Généralement, deux personnes sont en charge d'une recherche mais la collaboration avec le reste de l'équipe est constante en fonction des compétences de chacun.

L'une des difficultés à laquelle l'OEJAJ est confronté est le cadre administratif qui ralentit parfois le processus décisionnel comme par exemple dans le cadre des appels d'offre et des attributions de recherches. De plus, il faut bien cadrer les prestataires externes afin qu'ils respectent les principes contenus dans le cahier des charges réalisé par l'OEJAJ tout en préservant une certaine autonomie dans la réalisation du travail.



## SECTEUR JEUNESSE

*Retour sur l'évaluation du Décret OJ*

L'OEJAJ a travaillé en étroite collaboration avec le comité de pilotage sur ce projet, en définissant notamment les thématiques abordées via le questionnaire en ligne.

L'évaluation précédente sur les dispositifs particuliers a aidé à appréhender efficacement cette évaluation-ci. La participation des OJ au questionnaire a d'ailleurs été impressionnante et permet à ce rapport d'être une photo extrêmement détaillée de notre secteur montrant que s'il existe encore des points de dissensus, d'autres points quant à eux font largement le consensus. Les conclusions révèlent quelques pistes de réflexion que tout le monde peut s'approprier. Ce rapport est une base commune pour envisager d'éventuelles recommandations de modification du décret.

L'un des grands regrets de l'OEJAJ est de ne pas avoir intégré les jeunes directement dans cette enquête. Cela aurait notamment pu se faire au travers d'un *focus group*. De même, il aurait pu être intéressant de pousser plus loin l'analyse sur l'aspect financier des Organisations de Jeunesse mais il convient à un moment de pouvoir clôturer une recherche, le traitement des données étant un travail extrêmement important et conséquent à réaliser.

*Grands enjeux pour l'avenir*

La question des publics a été analysée de manière spécifique lors de cette évaluation qui ouvrira, à n'en pas douter, des pistes de réflexion sur ce sujet. Comment capter un public plus vulnérable et moins atteignable pour les OJ tant au niveau géographique que socio-économique est une question qui se posera prochainement aux OJ. Mais pour pouvoir analyser efficacement son public, il convient de doter les OJ d'outils pour ce faire. Il faut pouvoir soutenir les OJ dans la diversification de leurs publics dans une démarche

positive et non de sanction. Il existe également une crainte de la part des OJ de voir le public avec lequel elles travaillent stigmatisé. Un passage en OJ est un atout futur pour les jeunes et il nous incombe de réfléchir aux solutions pour permettre à un maximum de jeunes de s'emparer de ces atouts.

Ce travail sur le public identifie aussi une certaine tension entre la liberté associative et les politiques publiques menées. Il est légitime que les OJ veillent à leur autonomie comme il est légitime que les pouvoirs publics veillent à impulser certaines dynamiques ou soutenir certains enjeux spécifiques. Comment veiller à ce que ces deux volontés s'équilibrent et n'entrent pas en conflit sera également l'une des questions dont le secteur et le monde politique devront s'emparer.

Enfin, on remarque que sur le terrain, des activités semblables sont menées par les Centres de Jeunes et les OJ. Des collaborations plus étroites pourraient naître entre les deux secteurs, ce qui serait une piste pour élargir les publics touchés.

*Article rédigé sur base des propos recueillis par Benjamin Cocriamont lors d'un entretien avec Anne-Marie Dieu, Coordinatrice et Directrice de Recherches, et Anne Swaluë, Chargée de Recherches.*

75

75 OJ ONT PARTICIPÉ AU QUESTIONNAIRE  
EN LIGNE MIS EN PLACE PAR L'OEJAJ  
DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION  
DU DÉCRET.

# CARTE BLANCHE

## PARTIR POUR MIEUX SE RETROUVER

Lors de la rentrée académique de septembre, le choix entre un stage en entreprise ou un voyage à vocation humanitaire m'a été posé dans le cadre de mon cursus de gestion à l'ICHEC. Ayant choisi de faire mes études à l'ICHEC pour la dimension internationale de ces dernières, mon choix s'est, dès lors, tout naturellement porté sur le Housing Project en Inde.

Le concept est assez simple en soi, à savoir un projet à vocation humanitaire, un voyage, une équipe et des valeurs que sont le respect, la solidarité et l'intégrité.

Plus concrètement, l'ICHEC propose depuis 1993 à ses élèves de se rendre dans un pays dit du Sud afin de pouvoir découvrir la culture de celui-ci dans un cadre privilégié tout en contribuant à l'aide des populations locales d'un point de vue financier et infrastructurel.

C'est ainsi qu'à titre personnel, j'ai pu prendre part activement, tant financièrement que personnellement, à un chantier, dans un petit village du Tamil Nadu nommé Koneripatty. Ce chantier a permis de loger 7 familles dans 7 habitations décentes.

Vous ne pouvez pas imaginer les émotions et la joie ressenties lors de la remise des clés de leurs domiciles aux futurs propriétaires !

Bien entendu, comme je le disais précédemment, on ne vit pas ce genre de voyages individuellement mais bien en groupe. Pendant un mois, je me suis ouvert à une autre culture, ce qui n'est déjà pas toujours chose aisée mais

également à des gens ayant la même culture que moi mais pas forcément les mêmes aspirations. Ce fût sûrement là l'un des aspects les plus compliqués à gérer au sein de notre équipe.

Pour ma part, je suis reparti de ce voyage enrichi d'une expérience personnelle et culturelle. À l'heure d'aujourd'hui et suite à ce voyage, je perçois plus clairement la fracture présente encore parfois, malheureusement, entre ce que l'on nomme les pays développés et les pays en voie de développement.

Pour terminer, cette expérience humaine m'a permis de découvrir l'Autre et en même temps m'a fait grandir sur le plan personnel. Je ne peux qu'encourager cette démarche auprès de quiconque voulant se lancer dans cette aventure. Quant à ceux étant encore dans cette période d'hésitation, je ne peux leur dire qu'une chose : « N'hésite pas et fonce ». Que du contraire, une fois qu'on y est, la seule envie que l'on a est celle de rester et une fois qu'on est rentré, la seule envie qu'il nous reste est celle de repartir le plus tôt possible !

C'est pour cela, qu'à titre d'exemple, bien que je ne sois pas en faveur de la réinstauration d'un service militaire obligatoire, je m'exprime en faveur de l'instauration d'un service civique obligatoire où chaque jeune contribuerait par un travail intellectuel ou manuel, selon ses affinités, au monde associatif et à la société dans son ensemble pour défendre des causes qui lui tiennent à cœur. Il s'agirait là d'un moyen peu coûteux pour la société de reconnecter les citoyens entre eux et de leur permettre de vivre une expérience de terrain. De plus, le monde associatif est toujours en demande de volontaires pour, par exemple, préparer et servir des repas pour les plus démunis, faire des appels aux dons sur le terrain ou tout simplement pour des missions plus simples comme de l'accompagnement de personnes du troisième âge pour réaliser leurs courses.

C'est au travers de telles expériences qu'on améliore la cohésion sociale et que l'on réduit les fractures sociales qui mènent parfois à des événements aux conséquences dramatiques...

*Laurent Costas  
Étudiant à l'ICHEC*





## HANDISTAND

# POUR UNE MEILLEURE INCLUSION DES PERSONNES PORTEUSES DE HANDICAP

Un cahier pédagogique accompagne le stand afin que les élèves y retrouvent infos, conseils, moyens mis en place pour améliorer le quotidien, mais également pour qu'ils puissent y noter leurs impressions quant à leur expérience. Ce cahier répertorie en outre les associations qui ont collaboré à la réalisation du stand afin qu'elles servent de relais si le jeune ou la classe souhaite approfondir le sujet.

La Province du Brabant wallon, dans un souci constant de favoriser au mieux l'inclusion des personnes porteuses de handicap dans notre société, s'est dotée d'un nouvel outil de sensibilisation des jeunes valides aux difficultés rencontrées au quotidien par ces personnes, qu'elles soient auditives, mentales, motrices ou visuelles.

Cet outil, appelé le Handistand, est un stand animé voué à circuler au sein des écoles de la Province afin de sensibiliser les élèves de 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> primaires aux conditions d'une autonomie maximale des personnes porteuses d'un handicap, comme n'importe quel autre citoyen, dans tous les aspects de la vie en société.

Le stand promeut l'image et l'inclusion de ces personnes par le biais d'actions ludiques et de mises en situations pratiques.

En confrontant les jeunes au quotidien vécu suite à un handicap, nous espérons contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de tous.

### LE HANDISTAND SENSIBILISE DE PLUSIEURS FAÇONS :

- En mettant les jeunes en situation de déficience visuelle, auditive, mentale ou motrice ;
- En interpellant par des témoignages qui rappellent que nous ressentons tous les mêmes choses et que handicap ne signifie pas incompétence ;
- En véhiculant des valeurs telles que le bien-être de l'autre par l'accueil, le respect, l'accompagnement, le savoir-être...

### VISITE DE TANGUY STUCKENS, DÉPUTÉ PROVINCIAL

Le 5 mai dernier, Tanguy Stuckens, Député provincial à l'initiative du projet, s'est rendu à l'école Saint-Rémy de Braine-le-Château afin de découvrir le stand en action. L'objectif du Député est de faire circuler ce stand dans un maximum d'écoles pour que le plus de jeunes soient sensibilisés à la différence.

Et la Province souhaite aller plus loin en proposant aussi des collaborations entre institutions et élèves afin que des rencontres entre personnes porteuses de handicap et valides puissent se faire et qui sait, devenir le moteur de nouveaux projets !

Anne Ledent  
[www.besace.be](http://www.besace.be)



## LANCEMENT DU CONCOURS

### « SI J'ÉTAIS UN HÉROS... »

Ça y est, il est lancé ! Depuis quelques semaines, Délipro Jeunesse a projeté la capsule promotionnelle de son 1<sup>er</sup> concours vidéo « Si j'étais un héros ». Alors, si tu es passionné de cinéma, si tu as toujours désiré t'essayer à la réalisation et si tu as entre 12 et 21 ans, ce challenge est fait pour toi ! Ouvert tant aux amateurs confirmés qu'aux spécialistes chevronnés, il s'adresse à tout un chacun.

Le thème de cette édition est : « Si j'étais un héros ». Les seules limites seront celles de ton imagination ! Tous les genres sont permis : fiction, réel, reportage, portrait, clip, vidéo humoristique ou d'animation... Ta participation doit te procurer un maximum de plaisir ! Il n'est pas nécessaire non plus d'être en possession d'un matériel coûteux ni d'être au cœur d'une équipe de spécialistes aguerris : de la capture vidéo de ton smartphone au typique duo Caméra/Perche micro, aucun obstacle n'entravera ton inspiration. L'unique condition est d'envoyer une vidéo entre 7 secondes et 10 minutes. Seul ou en groupe, derrière une caméra ou téléphone en main, chacun est convié à participer. L'absence de contraintes strictes te laisse toute latitude pour dévoiler ton potentiel. Il est temps de faire parler ta créativité et ton talent !

Les résultats du concours, ouvert à la francophonie belge, seront rendus publics lors d'une soirée qui aura lieu à la brasserie culturelle du Quai 10 de Charleroi. Nous y visionnerons l'intégralité des œuvres participantes. Différentes catégories permettront aux lauréats de remporter de multiples prix qui seront décernés par un jury formé pour l'occasion. Parmi ces récompenses se trouvent des lots de qualité qui enthousiasmeront tout passionné de cinéma. Sans oublier que chaque participant aura la possibilité de visiter les locaux de la RTBF. D'autres surprises sont également à prévoir ! Le clou du spectacle est sans aucun doute l'occasion pour chacun de remporter un stage de formation avec des professionnels du Clara ASBL.

Notre ASBL Délipro Jeunesse, à l'initiative de ce projet novateur, est spécialisée dans l'éducation aux médias et à la citoyenneté. Elle a pour but de favoriser la responsabilisation et l'autonomisation des jeunes par le biais de projets innovants. Notre volonté est d'insérer et d'impliquer les jeunes dans la société à travers un regard critique et personnel. L'expérience nous a démontré que ce sont ces projets qui leur permettent d'être en phase avec



© Pierre Boisseaux Photographe

eux-mêmes, leurs rêves, leurs aspirations et avec la réalité. La vidéo fait de surcroît passer du rôle de spectateur à celui d'acteur, les participants étant les réalisateurs de leur propre film. Le thème « Si j'étais un héros » a été choisi pour inviter les jeunes à prendre conscience que le quotidien n'a rien de banal et qu'ils seront tous les héros de demain ! Ce concours est un moyen de véhiculer une image positive de la jeunesse et d'inspirer les projets des jeunes citoyens.

Plus d'informations sur notre page Facebook ainsi que sur notre site [www.deliprojeunesse.be](http://www.deliprojeunesse.be)

L'équipe de Délipro Jeunesse  
[www.deliprojeunesse.be](http://www.deliprojeunesse.be)

Délipro  
Jeunesse   
be



En ce deuxième quadrimestre, à la Fédération des Étudiants Libéraux, nous avons choisi de nous atteler à un thème qui nous préoccupe particulièrement : la réforme de notre enseignement obligatoire. Dans cette campagne, nous partons de la réforme envisagée par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dénommée « Pacte pour un Enseignement d'Excellence » et envisageons notre propre réforme de l'enseignement francophone de façon à le mettre réellement en phase avec les réalités du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Le Pacte pour un Enseignement d'Excellence a eu le mérite de poser un diagnostic sur l'enseignement en Wallonie et à Bruxelles et d'avoir mis en exergue les carences graves de notre enseignement. Ainsi, la totalité des acteurs de terrain a pris conscience de l'ampleur du chantier à mettre en route. Cette démarche enclenche également un processus bénéfique, celui de rassembler de nombreux groupes de personnes autour des remèdes qu'il faut apporter à notre enseignement. C'est précisément au sujet de ces remèdes que la FEL entend donner son avis au travers de cette campagne. Pour nous, les réalités du XXI<sup>ème</sup> siècle sont multiples et importantes, à savoir l'adaptation au numérique et à Internet, l'adéquation de l'offre d'enseignement aux futurs besoins professionnels ou encore le besoin de flexibilité et d'individualisation grandissant des élèves et des parents. Il faut les prendre en compte sous peine de voir notre enseignement échouer dans sa tâche. Pour rédiger notre Pacte, nous avons sélectionné cinq thèmes qui nous paraissent les plus importants et nous les analysons pour y apporter notre réflexion par des pistes concrètes de solutions. Ce Pacte nous a permis de poser les grandes lignes conductrices des aspects à réformer en profondeur. À la FEL, nous sommes prêts à retoucher nos manches, prendre nos responsabilités pour nous pas « rêver » mais mettre en marche l'école de demain.

## LA FEL FAIT SON PACTE

### VOICI UN APERÇU DE NOS PROPOSITIONS :

#### *Formation initiale et continuée des enseignants*

- Allonger la formation initiale de 3 à 4 ans ;
- Former les enseignants aux outils numériques ;
- Mettre en place des évaluations sommatives ;
- Créer des incitants à la formation continuée.

#### *Révision des rythmes scolaires*

- Ne pas allonger les journées mais offrir davantage d'accompagnement ;
- Renforcer la qualité des temps d'accueil parascolaires en partenariat avec les ASBL et organisations de jeunesse ;
- Alterner 7 semaines de cours - 2 semaines de congés.

#### *Tronc commun*

- Pas de tronc commun et mise en place de cours de « Remédiation - Consolidation - Dépassement » (RCD) ;
- Autoriser le redoublement ;
- Maternel : renforcer les savoirs de base ;
- Primaire : plus d'autonomie pour les enseignants ;
- Secondaire : cours obligatoires pluridisciplinaires et polytechniques jusqu'en 2<sup>ème</sup> et choix du technique et du professionnel dès la 3<sup>ème</sup>.

#### *Revaloriser l'enseignement qualifiant*

- Faire du qualifiant un choix positif ;
- Refuser toute fusion entre les enseignements technique et professionnel ;
- Faire de la formation en alternance une filière d'excellence.

#### *Transition numérique*

- Développer des *soft skills* numériques ;
- Former tous les enseignants aux outils numériques ;
- Sensibiliser aux dangers des nouvelles technologies ;
- Mutualisation, leasing ou PPP pour le matériel informatique.

Si notre démarche vous a intéressé, retrouvez l'intégralité de notre campagne sur le site [www.lafelfaitsonpacte.be](http://www.lafelfaitsonpacte.be)

Enza Laera  
[www.etudiantsliberaux.be](http://www.etudiantsliberaux.be)



## VACANCES

### « RÉPIT-FAMILLE »

Depuis quelques années, les JML organisent des vacances « répit » pour des jeunes handicapés et leurs familles.

L'objectif est d'offrir, au-delà de « simples » vacances, un voyage vers la connaissance mutuelle de chacun des participants en fonction de ses spécificités, et ce, au travers d'activités qui les sortent de leur quotidien.

En effet, dans une famille qui compte un enfant moins-valide, apparaissent souvent des frictions entre les parents et les autres enfants de la fratrie qui se sentent délaissés face à l'attention soutenue que nécessite le plus fragilisé.

L'originalité de notre projet est de sortir les jeunes handicapés et leurs proches de l'isolement créé par le handicap. La mixité du groupe permet aux animateurs d'organiser des activités communes, des discussions, mais aussi des échanges d'expériences, de vécus et de savoirs.

Pour atteindre un tel résultat nous avons fait le choix de l'organiser à Igéa Marina, une ville balnéaire située sur la côte adriatique italienne. Sa particularité est d'être complètement adaptée à notre public, sans trottoir, avec les infrastructures adéquates, telles que l'hôtel qui permet l'organisation d'animations et d'activités sportives pour les valides et les moins valides.

Nous avons pu constater que l'atmosphère de ces vacances est propice à la détente, permet aux participants de se sentir mieux, de lâcher prise et d'être plus ouverts, tout en vivant ensemble. N'oublions pas non plus, tout simplement, l'effet bénéfique de la lumière, du ciel bleu, du soleil et de la mer sur le moral des participants.

Tous ces facteurs favorisent la communication et l'ouverture à une compréhension mutuelle !

Nous mettons donc en place, avec nos animateurs, des activités pour les jeunes handicapés permettant aux parents de se reposer durant une partie de la journée et de se ressourcer sereinement. Nous accueillons également les frères et sœurs, ainsi qu'un groupe de jeunes qui ne présentent pas de



handicap afin de favoriser la sensibilisation à la différence. Une formidable école de la vie !

Renseignements et inscriptions : [www.jmlib.be](http://www.jmlib.be)



Quentin Daro  
[www.jmlib.be](http://www.jmlib.be)





## MESURES DE BONNE GOUVERNANCE EN WALLONIE :

### TORNADE DANS UN VERRE D'EAU ?

En décembre dernier, l'affaire Tecteo-Publifin et son lot de révélations éclatait au grand jour. Le jeudi 27 avril, soit quatre mois plus tard, le Gouvernement wallon sortait ses mesures de bonne gouvernance pour qu'un tel scandale ne puisse plus se reproduire. L'occasion pour nous de les analyser et de revenir sur celles que nous avions nous-mêmes formulées en janvier. Alors vraie révolution ou enfumage maîtrisé ?

Le 28 janvier dernier, suite au scandale Tecteo-Publifin, nous avons publié un Carton bleu, sorte de manifeste, dont le titre s'intitulait : « La fin de l'éthique à la carte ».

Dans cet appel à nos responsables politiques, nous reprenions d'abord trois de nos mesures datant de 2013. Ces trois propositions n'ont d'ailleurs pas pris une ride. Nous demandions entre autres la fusion des sept gestionnaires de réseau énergétique wallons ainsi que la limitation effective du nombre d'administrateurs par intercommunale.

Nous avons également formulé neuf nouvelles propositions afin que l'éthique retrouve toute sa place dans la vie politique. Il serait trop long de toutes les détailler ici ([www.jeunesmr.be/site/carton-bleu-bonne-gouvernance-la-fin-de-lethique-a-la-carte](http://www.jeunesmr.be/site/carton-bleu-bonne-gouvernance-la-fin-de-lethique-a-la-carte)). Néanmoins, elles se divisent en quatre catégories : la limitation des cumuls, l'encadrement des rémunérations (ainsi que du montant des jetons de présence), la mise en place d'une commission de déontologie et d'éthique et enfin la simplification et la rationalisation du réseau tentaculaire des intercommunales wallonnes. À ce titre, nous proposons de limiter le nombre d'intercommunales par secteur d'activité et que celles-ci retournent à leur but premier, à savoir, l'accomplissement de missions de service public d'intérêt local.

Trois mois plus tard, le Gouvernement wallon a sorti ce que son Ministre Président a lui-même qualifié de « tornade éthique » et de promettre la transparence en matière de rémunération et la fin du cumul de certains mandats comme celui de bourgmestre et de ministre.

Après analyse, ce qui devait donc être une tornade s'apparente d'ores et déjà à une brise agréable pour tous ceux qui devraient croiser sa route. D'abord, parce qu'aucune mesure pour rationaliser le nombre d'intercommunales et leurs activités n'a été entérinée. Certes les rémunérations seront

transparentes à l'avenir mais le nombre d'administrateurs rémunérés restera identique. À titre d'exemple, la TEC compte toujours 132 administrateurs rémunérés contre 11 pour De Lijn en Flandre. Les activités des intercommunales ne devront pas non plus être en accord avec leurs vocations premières. On peut donc imaginer qu'une intercommunale namuroise, si elle en a les moyens, pourra continuer à s'offrir un groupe de presse et à investir dans des mines d'uranium au Niger, tant que le conseil d'administration aura marqué son accord. Précisons toutefois que toute similitude avec une situation existante s'apparenterait à une coïncidence fortuite.

Et que dire des propos de Maxime Prévot, moins de 24h après la conférence de presse présentant ce qui devait être le tsunami de l'intégrité. Celui-ci a exprimé le souhait de continuer à piloter la ville de Namur malgré son poste de ministre. Il n'a pas caché son intention de contourner la loi, s'en tenant à la lettre plutôt qu'à l'esprit. Là sans doute se meurt les bonnes intentions d'un Gouvernement wallon déjà dépassé par les intérêts particuliers de ses ministres.

À l'heure de la résurgence des populismes et des réponses courtes aux problèmes complexes de notre société, l'éthique personnelle et collective est devenue une exigence pour une très grande partie de la population. Une intégrité qui aurait toujours dû aller de pair avec la politique, parce que à l'engagement doit répondre un devoir d'exemplarité.

Enfin, l'éthique et l'intégrité sont synonymes de confiance. Sans cette confiance, il est impossible de gagner la bataille des idées.

Si certains vieux briscards de la politique en Wallonie sont incapables d'imaginer perdre un peu de leur pouvoir et de leurs privilèges, incapables de comprendre que ce n'est pas leur avenir personnel qui est en jeu mais bien la crédibilité de leurs idées. Il nous revient dès lors, en tant que jeunesse avide de changement, de répondre à l'exigence de probité de ceux qui nous accordent leur confiance, condition *sine qua non* pour défendre nos ambitions et nos espoirs pour la société de demain.

Pierre Brassinne  
[www.jeunesmr.be](http://www.jeunesmr.be)

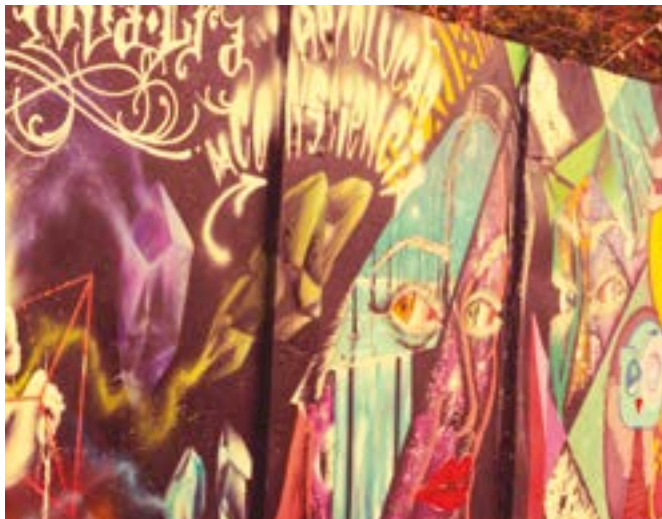
## STREET G'ART

Dans le cadre du Parcours d'Artistes de Silly se déroulant du 3 au 6 juin 2017, nous avons voulu initier les jeunes à s'approprier l'espace urbain au travers d'un projet artistique mettant en valeur le tunnel sous voie de la gare. Ce projet permettra au public de découvrir en direct la conception et la réalisation d'un projet participatif d'expression artistique. Dans le cadre de ce parcours, des œuvres d'art urbain verront le jour afin de faire revivre le tunnel grâce aux couleurs, aux formes et aux mots. Un projet « jeunes » soutenu par le Service Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ce projet a émergé suite à un constat récurrent lors d'activités diverses dans nos locaux : les jeunes réclament des craies pour dessiner ou écrire sur les murs du jardin, sur les tablettes des fenêtres ou encore sur la terrasse. En discutant avec eux, ils ont émis le souhait de partager ces « messages », et d'améliorer leur niveau technique pour pouvoir réaliser en commun une fresque permanente accessible au grand public. Il ne restait plus qu'à trouver un lieu... Et très vite, la gare de Silly a fait l'unanimité. Des contacts ont donc été pris avec la SNCB pour obtenir les autorisations. Le tunnel est apparu comme un support artistique intéressant de par sa surface et son accessibilité avec l'avantage de toucher directement les passants. Le projet redynamiserait ainsi le site de la gare en amenant l'art dans la « rue », en touchant tous les âges, toutes les classes sociales, dans leur quotidien. C'est une vraie galerie d'art pour voyageurs qui serait ainsi créée.

Au départ, tous les participants n'auront pas les bagages artistiques nécessaires pour s'exprimer via le dessin mais le Street Art le permet grâce à des techniques simples. C'est pourquoi la technique du pochoir sera privilégiée, moyen de reproduction pratique et efficace mais, surtout accessible à tous car elle permet de réaliser de belles œuvres sans savoir forcément dessiner. Sous la houlette de notre animatrice Maureen Wuyts et d'un artiste professionnel, Orlando Kintero, expérimenté en ateliers participatifs et interactifs aboutissant à des fresques collectives, les jeunes investiront cet espace afin d'en faire un nouvel univers graphique, décoratif et chatoyant.

Concrètement, des rencontres et des ateliers d'initiation auront lieu quelques semaines avant le travail sur le terrain pour la préparation des illustrations, une bonne cohésion du groupe et une meilleure organisation générale. Durant le week-end du Parcours d'artistes, le grand public sera invité à assister aux démonstrations des jeunes en pleine activité. Ce sera pour eux un grand moment d'expression, de communication et de valorisation. Le spectateur



profitera de chaque étape du projet, découvrira le sens des fresques et pourra vivre un réel échange avec l'ensemble des acteurs, amateurs ou confirmés ... Et peut-être que l'action menée permettra de populariser le « Street Art », de casser les clichés qui l'accompagnent et revalorisera cette technique encore trop souvent perçue comme négative voire considérée comme « acte de vandalisme ».

Si vous voulez être témoin(s) de ce beau projet ou y apporter votre petite touche artistique, nous vous invitons à nous rejoindre sur le site de la gare de Silly (rue de la Nouvelle Gare) les 3,4 et 5 juin 2017 entre 14h et 19h.

Geneviève Limbourg  
www.reform.be



### STAGE

« Contes et cuisine » pour les 5-10 ans du 24 au 28 juillet 2017

Est-ce que le bonhomme en pain d'épices voudra bien sortir des livres pour venir dans les cuisines ? Les petits cuistots rêveurs profiteront des joies de se raconter des histoires gourmandes et de cuisiner dans l'allégresse ! Alors,...Contes ou cuisine ? Les deux !

Informations et inscriptions au 068/55 20 33 ou silly@reform.be



## VOYAGE D'ÉCHANGE ET DE FORMATION DE L'ÉQUIPE DE SIDA'SOS AU QUÉBEC

Du 2 au 13 juin 2017, l'équipe de SIDA'SOS effectuera un voyage d'échanges et de formation au Québec. Ce projet, construit depuis plusieurs mois, a pu s'organiser grâce au soutien du BIJ (Bureau International de la Jeunesse) de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Pendant une dizaine de jours, SIDA'SOS effectuera des rencontres à Montréal dans le but d'offrir aux travailleurs de l'association l'opportunité de mieux connaître les actions mises en place au Québec avec et pour des jeunes en matière de santé sexuelle.

Ce voyage permettra à l'équipe d'améliorer son action en Fédération Wallonie-Bruxelles grâce aux rencontres et échanges de bonnes pratiques réalisés pendant le séjour et de développer de nouveaux projets et campagnes via la création d'un réseau de partenaires au Québec.

L'équipe a choisi de faire des visites thématiques au Québec afin de rencontrer, d'une part, des organismes similaires, utilisant également l'éducation par les pairs pour la prévention des jeunes de 15 à 30 ans dans ses actions de terrain et, d'autre part, des sexologues et membres du gouvernement afin de mieux comprendre la stratégie de prévention appliquée au Québec. Rencontrer et échanger avec des partenaires qui mènent une action similaire, mieux comprendre le système de santé et de prévention des IST au Québec, découvrir le travail et le fonctionnement de différents organismes québécois qui œuvrent dans la prévention et la réduction des risques de transmission des IST ainsi que découvrir et partager des outils et des méthodes de travail utilisés par les intervenants rencontrés pour sensibiliser les jeunes seront les grands objectifs de ce voyage.

Pour ce faire, plusieurs moyens seront mis en place :

- Rencontrer et échanger avec des intervenants et autres acteurs dont le travail est en lien avec la santé sexuelle des jeunes ;
- Rencontrer des personnes ressources en mesure d'expliquer les politiques et les actions en matière de prévention à Montréal ;
- Rencontrer des structures de lutte contre le VIH et les IST qui mettent en place des actions de sensibilisation, de formation et d'éducation pour des jeunes.

La préparation de ce voyage a été facilitée par la présence d'une stagiaire québécoise au sein de l'association depuis le mois de janvier 2017. Cette étudiante en sexologie au Québec travaille avec SIDA'SOS depuis l'été 2016 sur la construction de ce programme d'échanges. Achevant son stage en mai, elle accompagnera l'équipe de SIDA'SOS au Québec au mois de juin. C'est un voyage que l'association envisageait depuis plusieurs années et sa concrétisation a été décidée suite à la venue de cette stagiaire au sein de l'association.

Les retombées pourront être nombreuses. En effet, l'équipe espère repartir de ce voyage avec des accords concrets de partenariats avec plusieurs structures rencontrées pendant ce voyage thématique. Les visites, échanges et création de partenariats devraient effectivement permettre de nouveaux apports en termes de formations, d'outils pédagogiques, de campagnes et de vidéos de prévention. Cela aura finalement un impact sur la prévention des jeunes en Belgique et à Montréal car l'équipe ne manquera pas d'appliquer les nouvelles méthodes et pratiques à son retour. Et comme les outils pédagogiques de SIDA'SOS sont téléchargeables sur Internet, il ne sera pas difficile d'échanger et d'apporter également des ressources aux partenaires rencontrés. Cela permettra des débats et des échanges enrichissants pour toutes les parties.

Par la suite, SIDA'SOS pourra à nouveau accueillir des stagiaires canadiens en comprenant davantage le contexte dans lequel ils évoluent. De manière générale, cette expérience devrait être très riche pour l'ensemble des membres de l'équipe de l'association. Elle permettra de renforcer les liens au sein de l'équipe autour d'un projet concret et commun tout en ouvrant des perspectives sur de nouvelles possibilités en matière de prévention à la santé sexuelle.

Etienne Crousse  
[www.sidasos.be](http://www.sidasos.be)

### SUPPORT. DON'T PUNISH

Samedi 24 juin 2017 de 15h à 22h - Au Kiosque du Parc de Bruxelles

« Soutenez. Ne Punissez pas » est une campagne mondiale de plaidoyer visant à promouvoir de meilleures politiques des drogues qui mettent la priorité sur la santé publique et les droits humains. La campagne a pour but de promouvoir une réforme des politiques des drogues et de changer les lois et politiques qui entravent l'accès aux interventions de réduction des risques. Au programme : concerts, animations, débats, stands d'info,...



DONNEZ VOTRE OPINION SUR NOTRE MAGAZINE EN PARTICIPANT À NOTRE ENQUÊTE EN LIGNE

✓ **SCANNEZ CE QR CODE** ✓

RETROUVEZ AUSSI L'ENQUÊTE SUR NOTRE SITE WEB AINSI QUE NOTRE PAGE FACEBOOK

